

## Intervention de Bruno Le Maire aux Rencontres 2023 de l'U2P

**Jeudi 28 septembre**

*Maison de la Mutualité – PARIS 5<sup>ème</sup>*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Bonjour à tous,

Bonjour tout particulier à votre président, cher Dominique Métayer,

Je vais vous dire que ça fait du bien de vous retrouver. Nous nous étions déjà retrouvés il y a quelques mois autour du président de la République, pour vous dire tout notre soutien au travail et surtout beaucoup plus que cela, toute notre affection et tout notre attachement personnel à vos métiers, à vos salariés, à vos professionnels, à tous ceux que vous appelez entreprise de proximité, qui font vivre le territoire français. Merci cher Dominique et merci à toutes et à tous de votre aide.

Vous l'avez rappelé cher Dominique, vous avez tous ici le cap, un cap très simple, le cap du travail bien fait. Moi, c'est ce que j'aime chez les artisans, les commerçants, les professions libérales de l'U2P, cet amour du travail bien fait. De mon côté, comme ministre de l'Économie et des Finances, j'essaie aussi de tenir le cap, le cap budgétaire est particulièrement agité. Le cap avec le président de la République, celui du travail, celui du soutien aux entreprises, celui de la baisse des impôts et celui du désendettement.

Ce matin, nous sommes en petit format, en petit comité, ça n'est pas toujours facile d'être ministre des Finances dans un pays qui adore la dépense publique. Tout le monde veut réduire la dépense, sauf chez soi où toutes les oppositions réclament d'aller plus vite dans le désendettement de la France mais ne cessent de proposer des dépenses publiques supplémentaires. Donc, je veux remercier les parlementaires qui sont ici de la majorité qui me soutiennent dans ce combat, et dans un combat difficile.

Je veux passer un message très simple : le salut de la France ne viendra pas de plus de dépenses publiques. Et si le bonheur de la France était indexé au niveau de dépenses publiques, au niveau où nous étions, nous serions le peuple le plus heureux du monde. Le salut de la France, il viendra du travail, de l'innovation, de l'esprit d'entreprise, de l'engagement de vous toutes et vous tous ici pour le travail bien fait qui permet à chacun de de construire sa vie.

Vous pouvez compter sur mon engagement personnel total pour répondre à vos préoccupations. Vous avez ici un président, des vice-présidents qui sont des porte-voix efficaces. Efficaces, ça veut dire que lorsqu'il faut forcer la porte du ministre des Économies et des Finances pour dire qu'ils ne sont pas contents, ils n'hésitent pas à le faire. Ma porte est toujours ouverte parce que nous avons besoin de vous.

Quand nous avons traversé la crise Covid, nous vous avons soutenu massivement. S'il y a bien une décision que je n'ai jamais regrettée, c'est le soutien que nous avons apporté aux entreprises parce que nous avons préservé les entreprises, nous avons préservé les salariés, nous avons préservé des emplois, donc préserver les compétences, le savoir-faire que jamais la France ne pourrait retrouver si nous avions décidé de jeter l'éponge. Et je ne l'ai jamais regretté non plus parce que vous vous êtes retroussé les manches. Vous vous êtes battus et que ça fait du bien de soutenir des hommes et des femmes qui se battent pour leur travail, pour leur entreprise, pour leurs salariés, pour leur activité.

Ça fait du bien de se battre pour des entreprises comme les vôtres qui continuent de recruter 16 % dans l'entreprise (inaudible) embauché au premier trimestre. 16 % des entreprises ont embauché en CDI de plus en plus pour (inaudible) de l'immense majorité d'entreprises qui continuent à investir, à se moderniser, à se numériser. Ça fait du bien de se donner du mal pour celles et ceux qui se donnent du mal tous les matins et tous les jours au service de notre économie. Je sais bien qu'il y a devant nous dans cette période d'inflation une angoisse profonde dans la société française. Et comme vous, vous êtes au contact direct de nos compatriotes, vous avez besoin d'eux, vous avez besoin qu'ils dépensent, vous avez besoin qu'ils investissent, vous avez besoin qu'ils consomment. Ma responsabilité c'est de m'assurer que tout cela ne s'effondre pas. C'est de faire en sorte que le pouvoir d'achat de nos compatriotes soit protégé. Nous le faisons et nous continuerons d'œuvrer.

Je rappelle qu'on a fait le choix de maintenir l'indexation de toutes les prestations sociales sur l'inflation. Nous avons fait le choix d'indexer le barème de l'impôt sur le revenu sur l'inflation. Quand on dit cela c'est très technique. Mais concrètement, ça veut dire que tous les salariés, dont le salaire n'a pas augmenté autant que l'inflation, ils ont eu 2 %, 3 %, 4 % d'augmentation, c'est moins que l'inflation. Ils verront leurs impôts baisser et leur pouvoir d'achat sera protégé. Tous ceux qui auraient dû rentrer dans le barème de l'impôt sur le revenu parce que leur salaire a augmenté, ces 300 000 personnes ne rentreront pas dans le problème de l'impôt sur le revenu et ne seront pas imposés.

Et tous ceux qui auraient dû voir leurs impôts augmenter parce que leur salaire a augmenté du niveau de l'inflation, leurs impôts resteront exactement au même niveau. C'est une protection du pouvoir d'achat, une protection du consommateur et donc un soutien à vos activités.

Même chose pour les retraités. Nous avons fait le choix d'indexer toutes les pensions de retraite à plus 5,2 % et on a besoin d'avoir des retraités qui tiennent la société française, qui continuent de consommer et qui ne se retrouvent pas pris à la gorge à la fin du mois. C'est la meilleure façon, là aussi, de protéger le pouvoir d'achat de nos compatriotes. Nous continuerons à le faire aussi sur les prix de l'électricité, j'y reviendrai.

Et vous savez que nous avons annoncé la mise en place d'une indemnité carburant pour les travailleurs, qui va vous concerner peut-être indirectement, car vous avez des salariés dans vos entreprise qui aujourd'hui ont du mal à faire le plein, eh bien avec ces 100 euros d'indemnité, ils pourront faire le plein sans se dire qu'il vaut mieux rester chez soi car c'est beaucoup plus cher d'aller travailler. Je ne veux pas un salarié qui renonce à aller travailler parce que les coûts du carburant sont beaucoup trop chers. La deuxième inquiétude, c'est sur les prix de l'électricité.

Nous avons mis dans notre budget 2024 des aides pour toutes les petites entreprises qui ont signé des contrats de 2, 3 ou 4 ans, alors que les prix étaient trop élevés. Et je vous dévoilerai tout prochainement des modalités de ces aides, mais je le dis pour ceux qui ont des coûts d'électricité très élevés et en particulier pour nos amis boulangers, pour lesquels je sais que c'est une préoccupation majeure, nous maintiendrons les aides à toutes les petites entreprises.

Deuxième sujet qui me tient très à cœur, c'est que vous puissiez renégocier les contrats qui ont été négociés. J'ai demandé à plusieurs reprises au président d'EDF, Luc Rémond, de faire en sorte que dans tous les territoires, lorsque les contrats ont été négociés à un prix exorbitant, ils puissent se (inaudible). Monsieur le président, tenez-moi au courant de ces renégociations ; informez-moi de ce qui marche et de ce qui ne marche pas, mais je ne lâcherai pas le morceau. Lorsqu'une entreprise a négocié des tarifs d'électricité à des prix prohibitifs au moment où elles étaient trop élevées, elle doit pouvoir renégocier son contrat et avoir un prix plus attractif. C'est la meilleure protection qu'on peut vous apporter en termes de prix de l'électricité.

Enfin sur le long terme, l'un des acquis français, c'est d'avoir un prix de l'électricité au plus bas. Et c'est le combat que nous avons engagé avec le président de la République, avec la ministre de l'Énergie, Agnès Pannier-Runacher depuis très longtemps sur le prix de l'électricité. J'ai eu l'occasion d'aller à Berlin, il y a quelques jours, rencontrer le vice-président, le ministre de l'économie et le chancelier Olaf Scholz. Je vois bien les inquiétudes chez certains de nos partenaires européens. Ils me disaient vous allez avoir un avantage compétitif beaucoup trop important avec un prix de l'électricité qui est bas. Et votre énergie nucléaire, dans le fond, nous contestons que ce soit de l'énergie décarbonée. J'ai dit très clairement à nos amis et partenaires allemands et je continuerai de le dire et je continuerai de le répéter inlassablement, le nucléaire est une ligne rouge absolue du Gouvernement français. Le prix de l'électricité est une ligne rouge absolue du Gouvernement français. Nos compatriotes doivent pouvoir payer leur électricité par rapport au moyen de production et certainement plus au coût marginal d'ouverture d'une centrale à gaz dans les pays européens de l'Est.

Nous avons investi, vous avez investi dans l'énergie nucléaire. Nous avons des centrales nucléaires qui sont amorties, qui nous permettent d'avoir de l'électricité à un prix très bas. Nous faisons le choix d'investir dans les énergies renouvelables et d'investir dans les réacteurs nucléaires, c'est votre argent, c'est vos investissements, c'est vos impôts qui financent directement ou indirectement ces équipements électriques. Il est légitime d'avoir des prix plus bas car vous avez investi beaucoup pour nos équipements de production électrique en France.

Pour le troisième sujet, je note que depuis 6 ans, nous avons réussi l'apprentissage et je salue Antoine Foucher, qui a fait un travail remarquable en ce sens quand il était directeur de cabinet de la ministre du Travail. L'apprentissage est devenu la voix d'excellence de l'accès à l'emploi. Quelle révolution au niveau mental. Nous l'avons tous collectivement réussie. Celle de voir qu'enfin, l'apprentissage est reconnu à sa juste valeur, une voie d'excellence pour arriver à l'emploi. Ça, c'est un acquis et c'est un acquis majeur pour nos compatriotes et pour la France. S'il faut ensuite modifier certains points, regarder certains ajustements, ma porte, une fois encore, est ouverte pour en discuter. Et pour atteindre le plein emploi, l'apprentissage, la formation, la qualification ne suffiront pas.

Il y a un autre sujet qui s'invite comme l'une des priorités majeures de cette rentrée. C'est le logement. Je ne sais pas s'il y a des Vendéens dans cette salle. Quand j'étais chez vous aux Herbiers, j'étais très surpris de découvrir une partie du territoire français où à l'entrée des usines, à l'entrée des entreprises, à l'entrée des PME, il y a d'immenses affiches :

« nous recrutons, cherchons soudeur, cherchons couvreur », et on ne trouve personne. Et vous allez dans d'autres parties du territoire pour ne pas les citer où le taux de chômage est encore à 9-10 % et il n'y a pas d'emplois. La solution, elle est simple même si dans notre vieux pays, elle est plus complexe, Cela s'appelle la mobilité. Pouvoir passer d'un territoire puisqu'on est très attachés tous à notre territoire, à nos racines, à nos paysages à un autre territoire. Problème, il n'y a pas de logement. Si nous ne réglons pas le problème du logement en France, nous n'atteindrons pas le plein emploi en 2027. Il y a urgence à régler ce problème.

Nous avons recentré le prêt à taux zéro. Mais on avait tellement recentré que l'on risquait fort de ne plus avoir personne pour en bénéficier. Je suis prêt à revoir le barème du prêt à taux zéro pour un plus grand nombre de nos compatriotes, en particulier les ménages modestes et classes moyennes puissent y avoir accès. Il faut travailler tous ensemble à un prêt à taux intermédiaire, pour permettre là aussi aux ménages des classes moyennes d'avoir accès à un apport et de pouvoir se procurer un crédit par leur banque. Un prêt à taux intermédiaire est utile, quand les taux aujourd'hui ont flambé. Enfin, je suis prêt aussi à regarder si le zonage est bon, s'il ne devrait pas être élargi de façon à ce qu'eux puissent avoir accès à ce dispositif particulier.

Quatrième point d'étude, qui concerne plus spécifiquement le bâtiment, et le bâtiment est un élément clé de la vie économique de notre pays. Tout cela est en cours d'arbitrage, je veux juste vous dire que vous pouvez compter sur mon soutien. Sur la TVA, je crois que certains ont des positions ultra, moi je suis plus proche de la position défendue par la Fédération du bâtiment. La CAPEB qui me paraît une position équilibrée et juste. Que c'est la même position et que l'union fait la force. Je vous recommande vivement de ne pas vous diviser sur le sujet, car je ne suis pas certain que ma position, celle de la Fédération du bâtiment et celle de la CAPEB soient partagées par tout le Gouvernement. Enfin, comptez sur moi. Soutenons le bâtiment, quelque fédération que ce soit !

Enfin, vous m'avez interpellé sur la situation des indépendants. Je sais bien que c'est difficile. J'ai regardé attentivement le dossier. Simplement, l'engagement a été pris, il a été pris lors de la réforme des retraites en janvier dernier. Tout le monde m'a expliqué, avant que je monte à cette tribune, "Surtout fait très attention parce qu'on a cet engagement. C'est très difficile, ça va être très coûteux, on n'y arrive pas techniquement", un grand classique quand vous faites de la politique. Moi, je suis un garçon basique : un engagement pris doit être un engagement tenu. Et ce n'est pas parce que c'est difficile que nous ne devons pas le faire.

C'est parce que c'est difficile que nous allons le faire et que nous devons parvenir, dans le cadre du débat parlementaire, à un alignement de la vie des indépendants avec celle des salariés.

Enfin, trois chantiers d'avenir qui me paraissent totalement prioritaires, je vais les énoncer rapidement parce que le président les a soulignés. Première chose, tout le monde veut réduire la dépense publique dans les discours. La simplification, c'est exactement la même chose. Tout le monde dit qu'il faut simplifier la vie des entrepreneurs, simplifier la vie des TPE, simplifier la vie des indépendants, mais dès qu'on est sur les bancs de l'Assemblée nationale ou qu'on est dans un milieu de responsables politiques, on ne vous propose que de nouvelles normes, de nouvelles obligations, de nouvelles contraintes. Eh bien moi, je veux simplifier tout cela une bonne fois pour toutes, et faire comprendre à tous nos compatriotes que plus de normes c'est plus de coûts, plus de normes, c'est plus de temps ; plus de temps, c'est mon activité, ma priorité, moins de salaires, ou de salariés et plus de contraintes.

J'insiste sur la simplification des TPE ou des PME et j'aurais besoin que vous participiez pleinement à ces assises ou que nous parvenions à une réelle simplification. Vous m'avez fait des propositions qui sont très concrètes que ce soit sur les normes environnementales, les normes qualifiées pour faire des travaux. Vous me dites, par exemple, plutôt que d'avoir des qualifications avant les travaux pourquoi pas ne pas avoir sur les travaux, une qualification après les travaux sur la base du travail fait. Mais il faut que ça se regarde. Immédiatement venir voir, regarder ce qui est concret, simple, facile et qui marche. Ne nous faisons pas plaisir avec des normes théoriques, qui n'ont rien de réel, des normes qui soient simples, qui soient claires, qui soient visibles, qui soient applicables et pas un carcan qui vous empêche de faire correctement votre boulot.

Deuxième chantier : la numérisation est absolument indispensable et beaucoup développée, nous vous avons beaucoup accompagné pour cette transition, avec l'initiative initiative dont l'U2P est partenaire, continuons à avancer dans cette direction, mais là aussi je suis ouvert à toutes vos propositions.

Je rappelle qu'il y a un rendez-vous, un rendez-vous majeur pour la France. Vous allez avoir des milliards d'habitants de la planète dont le regard va être concentré sur Paris. C'est un défi pour une entreprise absolument mesurable et que ce soit dans l'hôtellerie, dans la restauration, dans les services ou le commerce, dans le bâtiment. Vous allez avoir un travail considérable à accomplir

Je vous propose que nous saisissons cette chance et que nous fassions de ces jeux une grande réussite. Là aussi, nous serons à vos côtés pour faire de ce grand rendez-vous national une réussite des salariés et du travail.

Je vous remercie.